

ROYAUME DU MAROC

MINISTRE DE L'INTERIEUR

REGION FES-MEKNES



APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° 75/RFM/2018

Objet :

Travaux de construction de la piste reliant la route non classée de Beni Oulid et la RP 5314 via Douars Mzab, Ain Hamra et El Kelaa, Commune de Beni Oulid, Province de Taounate

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES (C.P.S)

Appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1.1 : Objet du marché	6
ARTICLE 1.2 : Procédure de passation du marché.....	6
ARTICLE 1.3 : Pièces constitutives du marché	6
ARTICLE 1.4 : Textes généraux et Textes spéciaux :	6
ARTICLE 1.5 : Définitions.....	8
ARTICLE 1.6 : Etendue des obligations contractuelles	8
ARTICLE 1.7 : Consistance des travaux	8
ARTICLE 1.8 : Description des travaux	1
ARTICLE 1.9 : Documents à fournir par l'Entrepreneur	3
Article I- 10- FOURNITURE DE LIANTS HYDROCARBONES	3
Article I- 11- VARIANTE	4
ARTICLE 1.12 : Mémoire Technique	4
ARTICLE 2.1 – Provenance des matériaux	7
Article 2.2 – Fourniture de liants hydrocarbonés.....	7
ARTICLE 2.3 : Qualité des matériaux	7
ARTICLE 2.4 : Contrôle des matériaux	8
ARTICLE 2.5 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	8
ARTICLE 3.1 : Plans des Ouvrages Provisoires	10
ARTICLE 3.2 : Installations générales de chantier.....	10
ARTICLE 3.3 : Emplois des explosifs	11
ARTICLE 3.4 : Conditions particulières d'exécution	11
ARTICLE 3.5 : Contrôle des Travaux.....	11
ARTICLE 3.6 : Réunion de Chantier	12
ARTICLE 3.7 : Maitrise d'œuvre	12
ARTICLE 4.1: Mode de mesurage.....	13
ARTICLE 4.2 : Définition des prix.....	13
ARTICLE 4.3 : Règlement des Travaux	19
ARTICLE 4.4 Révision des prix	20
ARTICLE 5.1 : Délai d'Exécution - Pénalité de Retard Délai d'Exécution	21
ARTICLE 5.2 : Cautionnement provisoire et définitif.....	21
ARTICLE 5.3 : Nantissement.....	21
ARTICLE 5.4 : Emplacements mis à la disposition de l'Entrepreneur	22
ARTICLE 5.5 : Désignation des carrières	22
ARTICLE 5.6 : Signalisation temporaire de chantier	22
ARTICLE 5.7 : Sujétions diverses	24
ARTICLE 5.8 : Déplacement des réseaux	24
ARTICLE 5.9 : Recrutement et paiement des ouvriers.....	24
ARTICLE 5.10 : Mesures de sécurité et d'hygiène	24
ARTICLE 5.11 : Approbation du marché	24
ARTICLE 5.12 : Sous traitance	25
ARTICLE 5.13 : Représentation de l'entreprise.....	25
Article 5 -14 : Domicile de l'entrepreneur	25
Article 5 -15 : Délai de notification et de l'approbation du marché.....	25
Article 5.16 : Documents à mettre à la disposition du titulaire	25
ARTICLE 5.17 : Réception provisoire.....	25
ARTICLE 5.18 : Retenue et délai de garantie	25
ARTICLE 5.19 : Réception définitive.....	25
ARTICLE 5.20 : Résiliation	25
ARTICLE 5.21 : Clauses traitées par le CCAG-T	26
ARTICLE 5.22 : AVANCES EN MATIERE DES MARCHES PUBLICS	26

=====

**Travaux de construction de la piste reliant la route non classée de Beni Oulid et la RP
5314 via Douars Mzab, Ain Hamra et El Kelaa, commune de Beni Oulid, Province de
Taounate**

MARCHE N° :/2018

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le président du conseil régional de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration.

D'une part

Et.

A : Pour les personnes physiques

Je soussigné :

Numéro du tel : numéro du fax :

Adresse électronique :

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le N°

Inscrit au registre du commerce de sous le n°

N° de Patente :

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR(RIB)

Ouvert à : Au nom de

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur ».

=====

**Travaux de construction de la piste reliant la route non classée de Beni Oulid et la RP
5314 via Douars Mzab, Ain Hamra et El Kelaa, commune de Beni Oulid, Province de
Taounate**

MARCHE N° :/2018

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le président du conseil régional de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration.

D'une part

Et.

B : Pour les personnes morales

Je soussigné :

Numéro du tel : numéro du fax :

Adresse électronique :

Agissant au nom et pour le compte de :

(Raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :

Adresse du siège social de la société :
.....

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre du commerce sous le N°

N° de Patente :

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (RIB) :

Ouvert à au nom de

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur ».

=====

**Travaux de construction de la piste reliant la route non classée de Beni Oulid et la RP
5314 via Douars Mzab, Ain Hamra et El Kelaa, commune de Beni Oulid, Province de
Taounate**

MARCHE N° :/2018

Passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le président du conseil régional de FES-MEKNES, agissant au nom et pour le compte de la région de FES-MEKNES, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration.

D'une part

Et.

C : Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention)..... :

• **Membre 1 :**

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce de Sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

• **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-
-

• **Membre n :**

-
-
-

Nous nous engageons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (Prénom, nom et qualité) en tant que
mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun
sous n° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

CHAPITRE I : INDICATIONS GENERALES ET DESCRIPTIONS DES OUVRAGES

ARTICLE 1.1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet : **Travaux de construction de la piste reliant la route non classée de Beni Oulid et la RP 5314 via Douars Mzab, Ain Hamra et El Kelaa, commune de Beni Oulid, Province de Taounate.**

ARTICLE 1.2 : Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert, sur offres de prix en vertu des dispositions de l'alinéa 2§ 1 de l'article 16 et §1 de l'art 17 et alinéa 3§3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 08 jourmada 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 1.3 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du présent marché sont celles énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement,
- Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS),
- Le mémoire technique,
- Le bordereau des prix – détail estimatif,
- Le Cahier des Prescriptions Communes (CPC) applicable aux travaux routiers courants du Ministère de l'Equipeement et édité par lui en vertu de l'arrêté n°451-83 du 06/12/82, tel qu'il a été modifié ou complété,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 mai 2016),

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

ARTICLE 1.4 : Textes généraux et Textes spéciaux :

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

A. TEXTES GENERAUX :

1. Loi organique 111-14 relative aux régions ;
2. Le décret n° 2-12-349 du 8 jourmada 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
3. Le cahier des clauses administratives générales C.C.A.G.T. applicables au marché de travaux approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13/05/2016).
4. Le Décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 relatif aux délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
5. Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
6. Arrête du Chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics. BO n° 6422 DU 17/12/2015 ;
7. Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre ;
8. Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
9. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1871-13 du 4 Chaabane 1434 (13/06/2013) fixant la rémunération relative à la remise des plans et documents techniques prévue par les articles 19 et 99 du décret n° 2-12-349 précité ;

10. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1872-13 du 4 Chaabane 1434 (13/06/2013) relatif à la publication des documents dans le portail des marchés publics ;
11. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°3011-13 du 24 Hijja 1434 (30/10/2013) portant application de l'article 156 du décret n° 2-12-349 précité ;
12. Arrêté du ministre de l'Intérieur n°3574-13 du 6 Safar 1435 (10/12/2013) fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes ;
13. Le Dahir n°1-86-347 du rabia II 1406 (20 décembre 1985) portant promulgation de la Loi n° 30-85 relative à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;
14. La Loi n° 24-86 promulguée par dahir n° 1-86-239 du Rabia II 1407 (31 décembre 1986) portant promulgation de la loi n° 24-86 instituant un impôt sur les sociétés ;
- 15.
16. Le Décret n° 2.17.449 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des régions et de leurs groupements ;
17. La circulaire n° 75/IGSA du 22 Janvier 1982 relative à la réglementation et la législation du travail .
Si les textes généraux prescrivent des clauses contradictoires, l'entrepreneur devra se conformer aux plus récents d'entre eux.

En outre l'entrepreneur devra se procurer ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au C.C.A.G-T ainsi que celles prévues par les autres pièces contractuelles du marché.

B. TEXTES SPECIAUX :

1. La circulaire n° 2-1242/DNRT du 13/07/1987 relative au CPC applicable aux marchés des Travaux Publics.
2. Arrêtés du ministre des Travaux Publics n°127-63 du 15 mars 1963 déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et circulaire d'application du 15 mars 1963 pour la conception des rétablissements des réseaux.
3. Le Cahier des prescriptions communes (C.P.C) applicables aux travaux routiers courants du Ministère de l'équipement et édité par lui, en vertu de l'arrêté n°451-83 du 6/12/82 ;
4. La circulaire n° 4/59/SGG/CAB du 12/2/59 et l'instruction n° 23/59/SGG/CAB du 6/10/59 relatives aux travaux de l'état, des Etablissements publics et des collectivités locales et les circulaires n° 1/61/CAB/SGG du 30/1/61.
5. L'instruction n°4/390/SGG/CAB du 8/7/57 relative à l'emploi de matériaux de production Marocaine.
6. La Directive pour matériaux enrobés à chaud de la DRCR de 1992.
7. Le Guide Marocain des Terrassements Routiers et le catalogue marocain des structures types de chaussées neuves.
8. La note DRCR N°2143/IT/411/92 du 22 Janvier 1992 relative à la définition des prix pour travaux sur accotements (complément du fascicule 2 du CPC).
9. La note circulaire de la DRCR n°214-22/50.5/238/340 du 11.12.1998 relative au contrôle et suivi des travaux routiers ;
10. La note DRCR n°214.23/40010/1666/99 du 2 Juillet 1999 relative à l'établissement d'un mémoire technique pour la préparation et la conduite des travaux du chantier.
11. Le document annexe au CPC relatif aux spécifications des matériaux pour accotement (DRCR – Décembre 1999).

12. Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

ARTICLE 1.5 : Définitions

En complément aux définitions données par le décret n° 2-12-349 sus visé et par le CCAG-T, on entend par « ouvrage » : le travail à réaliser quelque soit sa nature (terrassement, chaussée, ouvrage d'assainissement, etc...).

ARTICLE 1.6 : Etendue des obligations contractuelles

Le marché comprend l'exécution et l'achèvement des travaux dans les conditions spécifiées dans les cahiers des charges, ainsi que l'entretien des ouvrages tel que défini dans le Cahier des Prescriptions Communes jusqu'à la date de la réception définitive.

A ce titre le marché comprend :

- La mobilisation de la main d'œuvre et son encadrement,
- La fourniture et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la construction,
- La fourniture et l'exploitation durant le chantier de tout le matériel de travaux publics et autre si nécessaire,
- La construction d'ouvrages et d'installations provisoires et d'une manière générale, toutes les prestations à caractère provisoire ou définitif nécessaires à la réalisation et à l'achèvement des travaux et à l'entretien des ouvrages telles que la nécessité de ces fournitures et prestations est spécifiée par le marché ou qui en découle raisonnablement.

L'Entrepreneur doit en outre remplir les obligations suivantes :

- Vérifier la présence et la cohérence des documents techniques contractuels qui définissent de façon précise et sans équivoque les ouvrages à réaliser.
- Procéder aux études complémentaires et à l'établissement de tout document technique (note de calcul ou plans de détail) qui sont nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages.

ARTICLE 1.7 : Consistance des travaux

Les travaux à exécuter au titre du présent marché consistent en ce qui suit :

1)- Installation du chantier :

- Les études relatives à l'organisation et au pilotage du chantier ;
- Aménagement des plates-formes nécessaires aux installations générales de chantier.
- Installation diverse de bureaux, magasins, ateliers, parc de véhicules et leurs raccordements aux réseaux, etc
- ... ;

2)- Travaux topographiques :

L'entreprise procédera à sa charge et par un géomètre topographe, en présence de l'Administration, au levé topographique de la route avant et après l'exécution des travaux de terrassement et à chaque fois que l'administration le juge nécessaire dans l'objectif de vérifier les pentes des fonds de forme, les devers de la chaussée, les pentes des accotements, des talus, et les épaisseurs des différentes couches de la chaussée et les quantités réalisées... Ces levés topographiques qui seront réalisés au niveau des profils en travers à des distances arrêtées par l'Administration permettront aussi de calculer ultérieurement les quantités de terrassement effectuées conformément aux indications des documents contractuels.

Ces travaux seront réalisés par l'entreprise et à ses frais. Ils comprennent les prestations suivantes :

- Implantation et piquetage du tracé routier et nivellement avant terrassement ;
- Implantation et piquetage des ouvrages d'assainissement, de franchissement, etc ... ;
- Piquetage complémentaire ;
- La réalisation et la conservation des bornes de la polygonale et repères de nivellement solidement fixés au sol par un béton de ciment et leurs numérotations ;

- La réalisation et conservation des déports solidement fixés au sol par un béton de ciment et leurs numérotations ;
- Nivellement des piquets implantés.
- Nivellement du fond de forme.
- Levés topographiques nécessaires.

3)-Travaux de terrassement

Plate-forme	Nature de travaux
Largeur=6.00 m pour la structure en bicouche Largeur=4.00 m pour la structure en béton Longueur= 6430 ml	Les travaux faisant l'objet du présent marché, consistent en l'exécution de : <ul style="list-style-type: none"> • Déblai et Remblai : conformément à l'étude technique. • Ouverture et calibrage des fossés : conformément à l'étude technique.

4)- Travaux de construction corps de chaussée :

4-1/ DANS LES TRONÇONS OU PRESENTENT DES SOLS MARNEUX SCHISTEUSES (selon plan d'exécution) :

Largeur chaussée	Structure
6.00 m	10 cm AC+ 20 cm GNF1+ 20cm GNB+ Enduit superficiel bicouche

Accotements pour la structure de la chaussée

Dans les virages critiques :

Nature et épaisseur des différentes couches (cm)	Largeur Accotement (m)	
	CD	CG
	1.00 m	1.00m
	10cm AC+20GNF1+ Dallage en BA	10cm AC+20GNF1+ Dallage en BA

Dans les alignements droits :

Nature et épaisseur des différentes couches (cm)	Largeur Accotement (m)	
	CD	CG
	1.00 m	1.00m
	10cm AC+20GNF1+20cm MS1	10cm AC+20GNF1+20cm MS1

4-2/ Dans les autres tronçons (Selon plan d'exécution):

Largeur chaussée	Structure
6.00 m	30 cm GNF1+ 15cm GNB+ Enduit superficiel bicouche

Accotements pour la structure de la chaussée

Dans les virages critiques :

	Largeur Accotement (m)	
	CD	CG

Nature et épaisseur des différentes couches (cm)	1.00 m	1.00m
	30GNF1+ Dallage en BA	30GNF1+ Dallage en BA

Dans les alignements droits :

Nature et épaisseur des différentes couches (cm)	Largeur Accotement (m)	
	CD	CG
	1.00 m	1.00m
	30GNF1+15cm MS1	30GNF1+15cm MS1

5)-Travaux de construction des ouvrages en béton armé et d'assainissement :

Ouvrages hydrauliques
<ul style="list-style-type: none"> •Ouvrages busés et dalots selon plans. •Ouverture et calibrage de fossés. •Radier submersible, fossé bétonné selon plans...

6)- Travaux de protection de la plate-forme :

Ces travaux consistent en la réalisation des protections cités ci-dessous selon plans :

- **Travaux de prolongement, ou de construction des ouvrages d'assainissement :**
- **Protection en Gabion ;**
- **Protection par Mur en maçonnerie ;**
- **Protection par mur en soutènement en Béton Armé.**

7)- Travaux divers :

Ces travaux consistent en la réalisation des aménagements cités ci-dessous selon plans visé bon pour exécution :

- **Elargissement des pistes au niveau des raccordements ;**
- **Construction des Séguia ;**
- **Des aménagements Ponctuels**

ARTILCE 1.8 : Description des travaux

Les travaux à exécuter au titre du présent marché, selon la consistance susmentionnée, comprennent :

1- Installation de chantier à la charge de l'entreprise :

- Les études relatives à l'organisation et au pilotage du chantier ;
- Aménagement des plates-formes nécessaires aux installations générales de chantier et aux laboratoires, à la charge de l'Entreprise ;
- Installations diverses de bureaux, magasins, ateliers, parc de véhicules et leurs raccordements aux réseaux, etc... ;
- Aménagement d'aires de stockage des matériaux à la charge de l'Entreprise ;
- Les clôtures et le gardiennage des installations de chantier ;
- Toutes les installations nécessaires pour assurer le déroulement des travaux conformément aux règles de l'art et aux conditions de sécurité.

2- Travaux topographiques à la charge de l'entreprise : Piquetage du tracé de la piste

Avant le démarrage des travaux, il sera procédé contradictoirement par le BET, et l'entreprise aux levés topographiques du terrain naturel. Ce levé sera réalisé sur une bande de largeur minimale de 20 m tout en respectant les espacements entre profils en travers indiqués sur le dossier du projet d'exécution visé « Bon pour exécution ».

L'entreprise doit remettre le dossier du levé initial en 3 exemplaires avant le démarrage des travaux des terrassements, qui doit comprendre les cahiers des profils en travers.

Les talus après terrassement, doivent avoir une pente conforme à celle indiquée sur les profils en travers du dossier d'exécution visé « Bon pour exécution ».

Les frais des levés topographiques ainsi que la production des documents susvisés sont à la charge de l'entreprise.

3- Travaux de terrassements :

Déblais :

- Nettoyage du terrain, arrachage et abattage des taillis, broussailles, haies, anciennes souches et dessouchage d'arbres situés à l'intérieur des emprises des travaux ;
- Dépose de panneaux de signalisation, bornes kilométriques, balises et leurs reposes après achèvement des travaux avec changement, par les mêmes types, des éléments et unités endommagés ;
- Préparation de l'assiette de la route et de ses dépendances par décapage et purges avec mise en dépôt provisoire ou définitif des produits extraits en dehors de l'emprise ;
- Exécution des fossés provisoires destinés à l'écoulement des eaux pendant les travaux de terrassements ;
- Blindage, étayage et captage de sources ;

- Exécution des déblais en masse et des déblais d'encaissement de la route et de ses dépendances, redans et risbermes, en terrain de toute nature, y compris la mise en dépôt des matériaux non réutilisables et les opérations de modelage des dépôts hors de l'emprise ;
- Réglage et compactage des plates-formes, talus et bermes ;
- Mise en état des dépôts, démolition et remise en état des terrains des déviations provisoires et nettoyage complet du chantier et de ses abords en fin de travaux ;
- L'exécution des fossés et des cunettes suivant les indications des plans visés « Bon pour exécution ».

Remblais :

- Fourniture, transport et mise en œuvre des matériaux pour remblai ;
- Fourniture d'eau pour humidification des matériaux ;
- Exécution des remblais pour élargissement de la plate-forme y compris la préparation des assises par purges, décapage, drainage, réglage et compactage des sols supports ;
- Décapage et reprofilage de la plate-forme existante ;
- Le réglage et le compactage de la plate-forme.

4- Travaux de chaussées et accotement :

- Le réglage et compactage du fond de forme ;
- La fourniture et la mise en œuvre et le compactage des matériaux pour couche de fondation pour chaussée et accotement ;
- La fourniture et la mise en œuvre et le compactage des matériaux pour couche de base ;
- La fourniture et la mise en œuvre et le compactage des matériaux sélectionnés pour accotement ;
- La fourniture et le répandage des liants hydrocarbonés pour l'imprégnation ;
- La fourniture et la mise en œuvre des matériaux pour couche de roulement en Bicouche ;
- La fourniture et le répandage des liants hydrocarbonés pour revêtement superficiel, y compris la fourniture des dopes éventuels ;
- Les épaisseurs des couches, les pentes et devers doivent être réceptionnées contradictoirement ;
- Le rétablissement des pistes d'accès aux matériaux de couche de roulement (MCR).
- Les travaux comprennent les tâches décrites explicitement dans le descriptif des prix et les tâches implicites dictées par les règles de l'art qui se rattachent à chaque type d'ouvrage.
- La réalisation de la planche d'essai ;
- L'élimination des rejets par balayage.
- La construction de dallage bétonné pour les chaussées bétonnées.

Travaux d'assainissement :

- La réalisation des déblais pour fouilles pour ouvrages d'assainissement, fossés et accotements ;
- La réalisation du béton B25 pour les ouvrages d'assainissement (muret, radiers et dalots) ;
- La réalisation du béton B20 pour fossés et têtes des buses ;
- La pose des buses en béton armé Ø 600 en CAO.
- La pose des buses en béton armé Ø 800 en CAO.
- La pose des buses en béton armé Ø 1000 en CAO.

Travaux de soutènement :

Réalisation du Gabion conformément aux plans bons pour exécution ;

Réalisation des murs en béton et en maçonnerie conformément aux plans bons pour exécution ;

Travaux pour les tronçons en béton :

Exécution de 20cm de blocage

Exécution de 15cm de béton y compris aciers, joints... selon descriptif technique

Travaux divers :

Rétablissement des pistes

Construction des Séguia

Passage piéton

ARTICLE 1.9 : Documents à fournir par l'Entrepreneur

L'entrepreneur devra fournir dans les délais prescrits les documents mentionnés dans le tableau ci-après et définis dans les fascicules du CPC pour les travaux routiers courants :

Désignation du document	Délai	Références aux dispositions du CPC ou CPS ou CCAG-T
Mémoire technique	15 jours après la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux	Article I-11 du présent CPS Article 41 du CCAG-T
Essais d'agrément des matériaux	15 jours avant l'utilisation de chaque matériau	Article 33 du fascicule N°1 Article 41 du CCAG-T
Plan d'exécution et note de calcul des ouvrages provisoires.	15 jours avant le démarrage de la phase des travaux comprenant ces ouvrages.	
Essais préliminaires	15 jours avant le démarrage des travaux correspondants.	
Cahier de chantier	Dès commencement des travaux	Article 22 du Fascicule n°1 Article 41 du CCAG-T
Cahier de réception topographique	Dès commencement de travaux	Article 22 du Fascicule n°1 Article 41 du CCAG-T
Journal de chantier	Dès commencement de travaux	Article 41 du CCAG-T
Plan de récolement sous format papier et numérique	3 mois avant la réception Définitive	Article 37 du Fascicule n°1

Article I- 10- FOURNITURE DE LIANTS HYDROCARBONES

Les liants hydrocarbonés du type bitume pur et/ou bitume fluidifié sont inclus dans l'acte d'engagement de l'entreprise qui peut s'approvisionner auprès de tout fournisseur agréé.

Les frais de transport des liants hydrocarbonés, quelle que soit leur nature, ainsi que les frais de transformation éventuelle sont à la charge de l'entreprise.

La qualité des liants hydrocarbonés doit être conforme aux spécifications techniques du fascicule n° 5 cahier n°5 du CPC applicable aux travaux routiers courants complété par la note circulaire n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/98 relative au contrôle et suivi des travaux routiers.

Article I- 11- VARIANTE

Aucune offre variante n'est acceptée dans le cadre du présent marché, l'entrepreneur est tenu d'exécuter les travaux tels que présenté dans le dossier technique.

ARTICLE 1.12 : Mémoire Technique

Une fois le choix de l'attributaire provisoire du marché est arrêté, l'Entrepreneur en sera informé par lettre recommandée dans un délai de 15 jours. Dès la réception de cette information l'Entrepreneur doit préparer un projet de mémoire technique de réalisation des travaux accompagné de renseignements d'ordre général. Pour ce faire, le Maître d'Ouvrage met à la disposition de l'Entrepreneur le dossier d'étude visé " Bon pour Exécution" et éventuellement le planning prévisionnel de rétablissement des contraintes réseaux si elles sont interceptées par le projet.

Dans un délai de 15 jours après la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, l'Entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage, pour approbation, le mémoire technique définitif. Passé ce délai, l'Entrepreneur se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 5.1 du présent CPS.

Ce mémoire technique contiendra au minimum les indications définies ci-après et sera accompagné de tous les plans et notes techniques nécessaires.

Avant le démarrage de certaines phases de travaux, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entrepreneur des notes particulières complétant ce mémoire technique et fixer le délai de leurs remises.

Le dossier de mémoire technique doit comprendre au moins les documents suivants :

1. Rapport technique

Un rapport technique qui précise l'organisation du chantier et la méthodologie que l'Entrepreneur compte adopter pour réaliser les travaux pour chacune des tâches élémentaires (déblai, remblai, assainissement, chaussées... etc). Ce rapport comprendra une note de calcul détaillée qui indiquera la composition et les caractéristiques des ateliers de production, le nombre, le type et le rendement des engins ainsi que le rendement journalier des ateliers par poste de travail (un modèle type, à respecter impérativement, est donné en annexe 1). Le rendement des engins qui figure en annexe 1, devra tenir compte de la baisse des rendements par temps pluvieux.

2. Matériel

La liste des engins que l'Entrepreneur compte mettre en place pour réaliser les travaux prévus, avec leurs âges, états, rendements et disponibilités (un modèle type, à respecter impérativement, est joint en annexe 2). La liste des engins doit être accompagnée des fiches techniques établies par les constructeurs.

La liste du matériel fournie par l'Entrepreneur n'est pas limitative et il ne peut élever aucune réclamation si en cours des travaux, il est amené à modifier ou à compléter ce matériel. Si pour une raison quelconque, l'Entrepreneur désire retirer du chantier une partie du matériel avant l'achèvement des travaux auxquels il est destiné, il ne peut le faire qu'avec l'accord écrit du maître d'ouvrage ; cet accord laisse toutefois à l'Entrepreneur la responsabilité et les conséquences de ce retrait.

L'Entrepreneur établira un échéancier d'acheminement du matériel sur le chantier ; les implications de cet échéancier devront être en parfaite concordance avec le programme général des travaux.

3- Matériaux

Une note qui mentionne la provenance des principales fournitures : ciment, aciers, liants, hydrocarbonés, tout venant, granulats, ... etc , et leur conformité aux spécifications contractuelles.

Dans le cas où l'Entrepreneur compte utiliser des produits prêts à l'emploi (bétons, enrobés ou autres), il doit fournir tous les renseignements utiles sur les fournisseurs (Usines, fabricants) et sur la qualité des mêmes produits fournis à d'autres clients pendant les trois derniers mois.

L'Entrepreneur indiquera la situation la provenance, la qualité et le potentiel des gîtes des matériaux qu'il propose de retenir pour les emprunts et pour les matériaux de la couche de forme, chaussée et béton. Il précisera la composition des stations de concassage et des centrales de fabrication ainsi que leur rendement journalier. Le choix des gîtes des matériaux doit prendre en considération la sauvegarde de l'environnement contre toute forme de pollution des milieux avoisinants y compris par les rejets ou les poussières qui seront issues des installations de concassage ou de postes de confection des matériaux noirs.

En ce qui concerne le sable, l'Entrepreneur doit indiquer la carrière de provenance et l'estimation de la quantité à extraire ou à produire. La carrière de provenance doit être autorisée selon la réglementation en vigueur. Il est à rappeler qu'en cas de fausses informations à ce sujet, le titulaire du marché est passible de sanctions prévues à l'article 138 du décret n° 02-12-349 précité.

L'entrepreneur indiquera le descriptif et l'emplacement des aires de stockage. Une carrière ne peut être considérée comme un lieu de stockage qu'après l'accord écrit du maître d'ouvrage.

4- Mouvement des terres

Le projet de mouvement des terres envisagé par l'Entrepreneur qui indique les hypothèses retenues pour les taux de réutilisation et la destination de chaque déblai, seront également indiqués les zones de dépôt ainsi que les distances moyennes pour transporter les déblais.

Le plan des mouvements des terres devra tenir compte des données climatiques et des conditions particulières de réutilisation des matériaux sensibles à l'eau.

5- Organigramme du chantier

L'organigramme du chantier qui définit les unités de direction, de gestion, de logistique, d'études, de contrôle et de production que l'Entrepreneur prévoit de mettre en place pour assurer la réalisation des travaux. Il sera accompagné de la liste nominative et des curriculum vitae du personnel de direction, de maîtrise que l'Entrepreneur compte affecter à chacune de ces unités avec mention de leur date de disponibilité et de leur fonction sur le chantier.

6- Planning des travaux

Le programme des travaux qui doit être suffisamment détaillé pour informer le maître d'ouvrage des dispositions que compte prendre l'Entrepreneur pour réaliser les travaux dans les délais prescrits.

Le planning est établi en cohérence avec :

- Les cadences prévues ;
- La réglementation en vigueur (Article 20 et 21 du fascicule n°1 des CPC ...);
- Les conditions climatiques de la zone et de la période d'exécution du chantier ;
- Le délai global du marché (art 5.1 du présent CPS) ;
- Les délais partiels du marché (art 5.1 du présent CPS) ;
- En outre, le planning doit :
 - Comporter les dates réelles fixées d'un commun accord avec le maître d'ouvrage ;
 - Faire figurer les dates d'amenées et de replis des ateliers mécaniques en cohérence avec l'annexe 1.
- Le planning des travaux doit être complété par :
 - L'évolution de la main d'œuvre et du matériel en fonction du programme des travaux ;
 - L'échelonnement prévisionnel des dépenses ;

Le planning des travaux sera présenté sous forme d'un diagramme de type " chemin de fer ".

7 –Hygiène et sécurité

Une note qui décrit les mesures particulières prévues de manière à assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier et à ses abords, tant pour les ouvriers que pour les riverains.

8- Environnement /réseaux

Une note qui décrit la manière dont l'entrepreneur compte prendre en compte les contraintes environnementales et réseaux et les mesures qu'il compte appliquer pour la protection de l'environnement et des réseaux tout au long du chantier.

9- Schéma itinéraire des panneaux de signalisation temporaire de chantier

L'entreprise devra présenter un projet de schéma itinéraire des panneaux de signalisation temporaire de chantier, en complément du plan de signalisation temporaire de chantier remis par le maître d'ouvrage sur la base de la Directive sur la signalisation temporaire des chantiers routiers et des notes circulaires de la Direction des Routes :

1) n° DR/215.30/15/08 du 03 mars 2008 ;

2) n° DR/215-31/DE/50043/239/2012 du 5 oct.2012 ;

la note de la DR (17/04/2015). Lequel schéma itinéraire devra comporter la signalisation d'approche, la signalisation de position, la signalisation de fin de chantier et la signalisation nocturne.

CHAPITRE II : PROVENANCE QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

ARTICLE 2.1 – Provenance des matériaux

Les matériaux dont la fourniture fait partie de l'Entreprise proviendront des gisements des carrières et usines proposés par l'Entrepreneur à l'agrément du maître d'ouvrage. La demande d'agrément accompagnée des pièces justificatives doit être présentée Quinze (15) jours avant la date prévue pour l'utilisation des matériaux.

L'entrepreneur doit fournir pour chaque livraison de sable les pièces justifiant la provenance des matériaux approvisionnés (bons de livraison ou factures) et ce conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-T. Toute fourniture de sable provenant de carrière non autorisée rend l'entrepreneur passible des sanctions prévues par le décret n° 02-12-349 précité.

Article 2.2 – Fourniture de liants hydrocarbonés

Les liants hydrocarbonés de type bitume pur, bitume modifié, émulsions de bitume, sont inclus dans l'acte d'engagement de l'entreprise qui peut s'approvisionner auprès de tout fournisseur agréé.

Les frais de transport des liants hydrocarbonés, quelle que soit leur nature, ainsi que les frais de transformation éventuelle sont à la charge de l'entreprise.

La qualité des liants hydrocarbonés doit être conforme aux spécifications techniques du fascicule n° 5 cahier n° 5 du CPC applicables aux travaux routiers courants complété par la note circulaire n° 214.22/50.5/238/340 du 11 Décembre 1998 relative au contrôle et suivi des travaux routiers et la note circulaire de la DR N° 215.30/96/08 du 05/11/2008 relative à l'imprégnation des assises en graves non traitées à l'émulsion de bitume.

L'entreprise remettra à l'administration les bons de livraisons du fournisseur à chaque livraison de bitume ou émulsion.

Les liants hydrocarbonés à utiliser seront des catégories suivantes :

ARTICLE 2.3 : Qualité des matériaux

La qualité des matériaux destinés à la réalisation des ouvrages objet du présent marché est celle définie par les fascicules suivants :

- Le fascicule n°3 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux travaux de terrassements (complété par les dispositions du Guide Marocain pour les Terrassements Routiers "GMTR") ;
 - Le fascicule n°4 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux ouvrages d'assainissement. Pour ces ouvrages, les classes de mortier et béton seront les suivantes :
 - Mortier M1 pour les joints de buses ;
 - Mortier M3 pour le remplissage et les joints de maçonnerie ;
 - Béton B2 pour les éléments d'ouvrages en béton armé courant ;
 - Béton B3 pour tête d'ouvrage, enrobage des buses, fossés bétonnés, puisards, regards, caniveaux ;
 - Béton B4 pour bourrelet, descentes bétonnées ;
 - Béton B5 pour les bétons de propreté, bétons coulés en grosse masse et bétons de remplissage.
 - Les cahiers du fascicule n°5 du CPC pour les travaux routiers courants relatifs aux chaussées complétés par la note circulaire n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/98 et la note circulaire n° 24.22/40900/2425/2004 du 14/07/2004 relative à la nouvelle norme pour la mesure de la valeur de bleu de méthylène ;
 - La note circulaire de la DRCR n°215.30/96/08 du 05/1/2008 relative à l'imprégnation des assises en graves non traitées à l'émulsion de bitume ;
 - Les normes marocaines relatives aux liants hydrocarbonés ;
-

- Les matériaux pour accotements doivent respecter les spécifications de note de la DRCR pour matériaux d'accotements et à la note circulaire n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/98 relative au contrôle et suivi des travaux routiers ;
- Les buses pour ouvrages d'assainissement seront en buses armées de la série 135A.
- La granulométrie des sables pour bétons et mortiers sera proposée par l'entrepreneur à l'agrément du l'Ingénieur chargé du suivi du chantier.

ARTICLE 2.4 : Contrôle des matériaux

La nature et la périodicité des essais de contrôle des matériaux sont fixées par les fascicules 3,4 et 5 du CPC applicable aux travaux routiers courants et sont complétés et modifiés par les dispositions de La note circulaire concernant le contrôle et le suivi des travaux routiers de la DRCR n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/1998 conformément aux tableaux, ci-dessous.

1. Essais préliminaires d'agrément :

Ces essais sont à la charge de l'Entrepreneur. Ils sont fournis dans les conditions prévues au présent Marché. Ces essais seront exécutés pour chaque carrière ou usine proposée par l'Entrepreneur. Leurs résultats devront être conformes aux spécifications du présent marché.

2. Essais de recette :

Ces essais sont à la charge exclusive du maître d'ouvrage, et seront effectués par lot. Par ailleurs l'entrepreneur doit définir le programme des essais et de contrôle conformément aux cadences réglementaires ci-dessous, selon sa cadence d'avancement des travaux, et informer le maître d'ouvrage seul habilité à faire ces contrôles pour effectuer les essais au moins 48 h avant la date du contrôle.

Aucune tolérance autre que celles fixées dans le présent marché ne sera admise.

Les matériaux ne répondant pas aux conditions requises seront refusée et mis en dépôt hors du chantier par les soins et aux frais de l'Entrepreneur.

IL EST EXPRESSEMENT PRECIS QUE LES FRAIS DE REPRISE DES ESSAIS NON CONCLUANTS SONT A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR. DANS LE CAS ECHEANT, CES DEPENSES SERONT DEDUITES DES ACOMPTES DE L'ENTREPRISE DUES PAR L'EXECUTION DU PRESENT MARCHÉ.

NB : Les produits d'Imprégnation et enduit superficiel (RSB), élaborés en centrale sont soumis aux essais préliminaires d'information, aux contrôles de qualité et de réception dont les conditions de fréquence seront, sauf disposition contraire du C.P.S., celles indiquées au cahier 3 du fascicule 5 du CPC applicable aux travaux routiers courants.

ARTICLE 2.5 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Comme il est spécifié aux articles 10.4 et 10.5 du fascicule 3 du CPC, l'entrepreneur doit veiller à ce que l'extraction des matériaux ou leur dépôt ne puissent nuire, de quelque façon que ce soit, à la qualité de l'environnement et à l'écoulement des eaux.

L'entrepreneur doit veiller à ce que les emprunts et dépôts ne compromettent pas la stabilité des massifs naturels, ni ne risquent du fait de leur entraînement par les eaux ou par toute autre raison de causer des dommages aux personnes et aux biens publics ou privés. Dans ce cas, l'entrepreneur serait entièrement responsable de ces dommages. Ce dernier accordera une importance particulière aux mesures citées au chapitre VI, et assurera la remise en état des lieux après achèvement des travaux.

Le maître d'ouvrage pourra s'opposer à l'exécution d'emprunts ou dépôts susceptibles de nuire à la qualité de l'environnement et à l'écoulement des eaux, sans que l'entrepreneur puisse de ce fait prétendre à aucune indemnité.

L'acquisition ou les indemnités pour occupation temporaire des terrains affectés aux dépôts ou décharges ainsi que ceux nécessaires aux emprunts restent à la charge de l'entrepreneur.

CHAPITRE III : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 3.1 : Plans des Ouvrages Provisoires

Les plans et notes de calcul des éventuels ouvrages provisoires sont à la charge de l'Entrepreneur qui les soumet à l'approbation du Directeur Provincial de l'Équipement Quinze Jours (15) avant le début de réalisation des dits ouvrages.

Dans le cas où l'aménagement des pistes de déviation latérales nécessite l'occupation des terrains des particuliers, les frais de cette occupation seront à la charge de l'Entrepreneur.

ARTICLE 3.2 : Installations générales de chantier

L'Entrepreneur soumettra au maître d'ouvrage le projet de ses installations de chantier dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'approbation du marché.

En général les installations de chantiers tiennent compte des éléments suivants :

1. Généralités :

L'installation et l'aménagement du chantier font l'objet de plusieurs articles regroupés en une seule position. Cette position comprend l'installation propre à l'entreprise, ainsi que des aménagements destinés au maître d'ouvrage.

Avant de remettre son offre, l'entrepreneur est tenu de se renseigner sur l'emplacement du chantier, les chemins d'accès, la place disponible pour le stockage. En outre, il doit reconnaître les difficultés qui se posent lors de l'exécution.

Les travaux se feront sous circulation et l'entrepreneur ne pourra interrompre la circulation sur les routes que dans le cas où le maître d'ouvrage en reconnaîtrait la nécessité absolue et lui en donnerait l'autorisation pour une époque et un délai déterminé.

Cette prestation ne donnera droit à aucune indemnité spéciale de la part du maître d'ouvrage.

La circulation pour piétons et pour les véhicules prioritaires tels que les ambulances, pompiers, etc. doit être garantie en permanence.

2. Aire de chantier et gardiennage

L'aire de chantier devra permettre le stockage de la totalité des fournitures, la réalisation des installations du chantier y compris celles nécessaires pour abriter le matériel et les équipements du soumissionnaire, l'atelier garage, le local technique pour groupe électrogène le cas échéant, les locaux pour le maître d'ouvrage, les logements du personnel de l'entreprise et ses bureaux.

L'entrepreneur pourvoira au gardiennage du chantier et des installations du chantier. La période de gardiennage couvrira toute la durée des travaux jusqu'à la réception de ceux-ci. Le coût du gardiennage pour la totalité de l'air de chantier est compris dans le poste installation de chantier.

3. Local du maître d'ouvrage

L'entrepreneur sera tenu de mettre à la disposition de l'Administration au démarrage des travaux un local de chantier pour le personnel de contrôle des travaux qui sera implanté à proximité des installations de chantier de l'entreprise.

Le local du chantier de dimensions 4,00 x 9,00 sera équipé d'une table de réunion, (6) six chaises en skaï, armoires et tableaux d'affichage etc ...

4. Repli du chantier

Après la fin des travaux les installations seront repliées et le site remis en état et nivelé. Tous les débris et déchets résultant du repli du chantier seront évacués dans des lieux de décharge indiqués par le Maître

d'Ouvrage dans le délai indiqué au présent marché, dans les conditions fixées aux articles 5.1 et au §4 de l'article 5.5 du présent CPS.

Les frais du repli du matériel et des installations du chantier sont compris dans le prix de l'installation du chantier.

ARTICLE 3.3 : Emplois des explosifs

L'emploi des explosifs est régi par l'article 24 du fascicule n° 1 du CPC pour les travaux routiers courants.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir des délais nécessaires à l'obtention des autorisations réglementaires pour justifier d'un allongement du délai d'exécution.

ARTICLE 3.4 : Conditions particulières d'exécution

Les conditions d'exécution des travaux sont celles définies par les cahiers constitutifs des fascicules 3,4 et 5 du CPC applicable aux travaux routiers courants, complétées comme suit :

- Chaussée

Le corps de chaussée sera réalisé conformément aux plans bons pour exécution ;

A la demande du maître d'ouvrage, il sera procédé au sablage de l'imprégnation à raison de 5 l/m² de grains de riz 2/4 sans demande d'indemnité par l'entreprise.

Les dosages en liant et granulats pour imprégnation et revêtement superficiel sont proposés par l'entrepreneur. Ils sont arrêtés à la suite d'une planche d'essai effectuée aux frais de l'Entrepreneur sous le contrôle d'un laboratoire agréé par le maître d'ouvrage. La longueur minimale de la planche d'essai sera fixée par le maître d'ouvrage.

Si la nature des granulats fournis par l'entrepreneur nécessite un dopage, celui-ci est réalisé suivant les modalités proposées par l'entrepreneur et acceptées par le Directeur Provincial de l'Équipement et du transport sans aucune plus-value.

Le maître d'ouvrage peut ordonner le recours à l'une ou l'autre catégorie des liants qu'elle estime la plus appropriée compte tenu de la période d'exécution des travaux et de la particularité des granulats (nature, qualité ...).

L'élimination des rejets et des granulats roulants sera effectuée par balayage.

- Accotements

Les accotements seront réalisés conformément aux plans bons pour exécution.

La fourniture et la mise en œuvre des matériaux pour accotement sur la largeur prescrite par le profil en travers type visé "Bon pour Exécution". Les accotements sont compactés à 95% de l'OPM.

- **Fossés** : seront réalisés conformément aux plans bons pour exécution.

ARTICLE 3.5 : Contrôle des Travaux

1. La nature et la fréquence des essais de contrôle des travaux de terrassements sont celles définies par le fascicule n° 3 du CPC applicable aux travaux routiers courants.
 2. La nature et la périodicité des essais préliminaire d'information (catégorie A) de contrôle des travaux de terrassement (catégorie A), des contrôles de qualité (catégorie B) et des contrôles des réceptions (catégorie C) sont fixées par le fascicule n° 4 ainsi que par les cahiers constitutifs du fascicule n° 5 du CPC pour les travaux routiers courants. Ces dispositions sont aussi applicables au contrôle d'exécution des accotements qui sont assimilés à des assises non traitées.
 3. Aucune tolérance en moins ne sera acceptée en ce qui concerne les épaisseurs des assises en GNF1 et GNB pour chaussées. Si un contrôle d'épaisseur fait apparaître une insuffisance de matériaux par rapport aux prescriptions du présent CPS ou aux ordres de service de l'ingénieur, l'entrepreneur sera tenu de faire
-

l'apport complémentaire de matériaux de qualité équivalente ou supérieure et de reprendre la finition de la couche.

4. Les tolérances d'exécution pour le surfacage de la plate-forme et le réglage des talus sont de :
- 3 cm pour le profil de la plate-forme.
 - 10 cm pour les talus non revêtus et ce conformément à l'article 12.4 du fascicule n°3 du CPC.

ARTICLE 3.6 : Réunion de Chantier

L'entrepreneur ou son représentant agréé est tenu de se rendre personnellement aux convocations du maître d'ouvrage et d'accompagner les représentants de cette dernière sur les chantiers lors des visites périodiques et de leur donner les explications sur les travaux. La périodicité des visites est fixée par le maître d'ouvrage ou par l'ingénieur chargé du suivi du chantier qui pourra dans les mêmes conditions fixer toute visite exceptionnelle sous préavis de vingt-quatre heures.

Il sera dressé pour chaque réunion, un procès-verbal qui sera contresigné par le maître d'ouvrage et l'Entrepreneur en fin de séance.

Dans le cas où l'Entrepreneur est absent ou refuse de contresigner le procès-verbal, celui-ci lui est notifié par ordre de service.

Lors des visites de chantier, l'Entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opérations dans des conditions de sécurité totale. Il devra faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition tout document nécessaire à la bonne conduite des travaux et toute fiche d'essai de matériaux reçu sur le chantier ou mis en œuvre.

ARTICLE 3.7 : Maitrise d'œuvre

Le maître d'ouvrage est la région Fès-Meknès et la supervision sera assurée par l'AREP de la région Fès-Meknès en coordination avec La province et la commune, et la maîtrise d'œuvre sera assurée par le BET.

CHAPITRE IV : MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

ARTICLE 4.1: Mode de mesurage

Les quantités d'ouvrages seront évaluées :

- Pour les travaux de terrassement il sera appliqué la méthode directe «au profil de terrassement «les volumes résultants de la comparaison des profils et des plans levés contradictoirement avant et après exécution et pris en attachement (par le système des métrés dressés après exécution). Tout commencement d'exécution avant l'établissement contradictoire des profils et plans cotés de référence équivaut à l'acceptation par l'entrepreneur des profils et plans cotés établis par l'administration.
- Pour les ouvrages d'assainissement par le système des métrés dressés après exécution.
- Pour les travaux de chaussée, par le système des métrés dressés après exécution.

Il est expressément précisé que les surépaisseurs en matériaux données aux assises de chaussée ou aux accotements pour leur mise au profil ne seront pas prises en compte. Les frais occasionnés par ces surépaisseurs sont réputés inclus dans les prix correspondants du bordereau.

ARTICLE 4.2 : Définition des prix

Les définitions des prix sont celles données par les listes des prix annexées au fascicule n° 2 du CPC relatif aux clauses financières communes applicables aux travaux routiers courants, par la note circulaire concernant le contrôle et le suivi des travaux routiers de la DRCR n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/1998 et par la note de la DRCR n° 2143/IT/411/01/92 du 22/01/1992 pour les matériaux d'accotement.

Les prix unitaires sont présentés par l'entrepreneur hors TVA. Cette dernière est rajoutée par la suite au total hors TVA.

Il est rappelé qu'en cas de changement du taux de la TVA durant la période du marché, ce changement est pris en compte par la révision des prix par l'adoption de l'index correspondant.

Les prix non prévus par ces listes sont définis comme suit :

I/ Section installation de chantier et travaux divers

Prix n°01-01 Installation du chantier

Ce prix **au forfait** rémunère la préparation d'un mémoire technique, l'amenée, le repli du matériel sur chantier comprenant matériel de fabrication, de transport et de mise en œuvre.

Il sera détaillé par l'entreprise suivant l'organisation qu'elle envisage de mettre en place. Il comprend aussi toutes les dispositions prévues par l'article 3-2 du présent CPS.

Une fraction égale aux deux tiers (2/3) de ce prix sera réglée lorsque l'installation de chantier est achevée. Le solde sera réglé après achèvement des travaux, remise en état des lieux et repliement du chantier.

Ce prix ne doit pas dépasser 5% du montant de l'acte d'engagement H TVA.

Prix n° 01-02 : Piquetage et travaux topographique

Ce prix rémunère **au kilomètre** le piquetage général, spécial et complémentaire, ainsi que le déport de l'axe de la chaussée conformément aux plans visées "Bon pour exécution", et qui doit être maintenu et conservé au frais de l'Entrepreneur jusqu'à la fin du chantier. Le déport sera rattaché au nivellement NGM et servira de base à tous les contrôles topographiques nécessaires pour le chantier.

Il comprend notamment (à titre d'indicatif et non limitatif) :

- Le piquetage général du tracé de la route, des ouvrages d'Art à partir des bornes de polygonale de base ;
 - Le piquetage complémentaire ;
-

- La conservation des bornes de la polygonale de base des bornes d'emprise.
- La réimplantation des bornes disparues ;
- L'implantation des autres ouvrages ;
- La réimplantation en cours et en fin des travaux.

La longueur prise en compte est égale à la longueur de l'axe de la chaussée projetée.

Prix n°01-03 Déplacement des poteaux électriques :

Ce prix rémunère à **l'unité** les travaux de déplacement des poteaux d'électricité Basse tension existants.

Les travaux doivent être réalisés en partenariat et en collaboration avec ONEE (branche électricité).

L'ouvrage sera payé pour l'ensemble à l'unité y compris étude, participation, travaux d'exécution, mise en œuvre, terrassement, dépose, pose, socle en BA, fixation et remise en état du câble quel que soit sa nature et sa longueur et toutes autres sujétions, ces travaux sont à exécuter soigneusement, en cas de casse lors de la dépose ou pose la fourniture d'un nouveau poteau est à la charge de l'entreprise sans aucune plus-value. L'entreprise est tenue de se présenter sur les lieux pour le constat des travaux objet de ces déviations, L'entrepreneur ne pourra faire valoir une incompréhension ou mauvaise interprétation pour la réalisation des travaux objet de cet article, il effectuera toutes les relations avec le distributeur concernant l'exécution du présent prix (les frais, les peins et soins, collecte d'informations, demandes de réception, ...) et toutes autres prestation nécessaire au déviation des poteaux d'électricité existant.

Prix n°01-04 Travaux de protection des réseaux existants :

Ce prix rémunéré **au forfait**, les travaux de protection ou la déviation des réseaux enterrés existants sur l'aire des travaux notamment les câbles électriques et les canalisations d'eau, etc....L'attention de l'entreprise est attiré que toutes les dispositions nécessaires doivent être prises pour qu'aucun incident entraînant la coupure notamment de courant, de communication et d'eau potable n'intervienne durant toute la période des travaux. Tout dommage ou anomalies provenant d'éventuelles coupures ou détérioration de ces réseaux sera à la charge de l'entrepreneur.

Prix n°01-05 Travaux de reconstruction et de mise à la cote des regards existants par rapport à la chaussée :

Ce prix rémunère à **l'unité** la mise à la cote des différents regards et chambres existants, y compris démolition d'élément en B.A construction des nouveaux éléments (châssis, etc.....), fourniture des tampons en B.A ou fonte ainsi que toutes les sujétions de mise à la cote.

Prix n°01-06 Déplacement des murs de clôture en fil barbelé :

Ce prix rémunéré au **forfait**, les travaux de déplacement des murs de clôture en fil barbelé, ainsi que toutes sujétions

Prix n°01-07 Travaux de reconstruction de séguia :

Ce prix rémunère **au mètre linéaire**, les travaux de reconstruction de séguia en béton selon plan visé bon pour exécution.

Prix n°01-08 Travaux de démolition des ouvrages de toutes nature:

Ce prix comprendra toutes sujétions de démolition des ouvrages existant (ouvrage, maison, Saguia, piste, chaussée, semelles, etc.) et leur évacuation suivant les indications du Maître d'Ouvrage ;

Article payé au **mètre cube** de surface nettoyée y compris transport évacuation à la décharge publique et toutes sujétions,

Prix n°01-09 Travaux de démolition et reconstruction de borne fontaine y compris équipements et raccordements:

Ce prix rémunère **au forfait** la Construction des bornes fontaines et comprennent :

- La réalisation des terrassements et des remblais nécessaires à la pose y compris les travaux de construction en Béton Armé selon Plan d'exécution ;
- L'achat des pièces nécessaires à la réalisation du branchement ;
- L'amenée de tout le matériel et personnel nécessaire à la réalisation du chantier ;
- La pose du dispositif de prise en charge, Robinetterie complète ;
- Le percement de la conduite existante, façonnage des joints, collier ;
- La pose de la gaine annelée bleue de diamètre approprié
- La purge du branchement et le contrôle de l'étanchéité par mise en eau ;

II/ Section terrassements

Prix n°02-01 : Déblais de toutes natures

En plus des prescriptions du prix B4.1 du fascicule n°2 du CPC, Ces prix rémunèrent au **mètre cube**, mesuré suivant le mode d'évaluation des travaux indiqué par le CPS les déblais en terrains de toutes natures, y compris le rocher, pour ouverture des fossés et ouvrages conformément sur le plan visé (bon pour exécution). Il comprend aussi :

-les décapages en terrains de toutes natures, y compris l'enlèvement de tout arbre, buisson et autre objet susceptible de gêner l'exécution des travaux ou de compromettre l'homogénéité des remblais et la qualité de leur liaison avec le terrain naturel.

- L'extraction, le rechargement, le transport, le déchargement et la mise en dépôt provisoire ou définitive.
- Abattage des arbres et arbustes.
- Le réglage des talus, le réglage et le compactage de la plate-forme.
- Ainsi que les sujétions résultantes des documents contractuels.
- La mise en dépôts définitifs.

Prix n°02-02 : Remblais sélectionnés

En plus des prescriptions du prix B4.3 du fascicule n° 2 du CPC, ces prix rémunèrent au **mètre cube** mesuré suivant le mode d'évaluation des travaux indiqué par le CPS les remblais sélectionnés pour corps de piste en matériaux conforme aux spécifications du CPS et au CPC, soigneusement compactés pour confection de la plate-forme conformément au plan visé « Bon pour exécution » et également pour le remblaiement des ouvrages. Il comprend :

- L'extraction, le chargement, le transport, le déchargement au lieu d'emploi des matériaux provenant d'emprunt.
 - Le réglage et compactage méthodique des remblais par voie humide y compris la fourniture de l'eau et son épandage.
 - Le réglage des talus, le réglage et le compactage de la plate-forme, ainsi que les sujétions résultantes des documents contractuels.
-

III/ Section chaussée

Prix n°03-01 : couche de GNB

Ce prix rémunère au **mètre cube** la fourniture, le transport et la mise en œuvre d'une couche sur une épaisseur de 15cm de base (selon profil en travers adéquat visé bon pour exécution) en tout venant de concassage type GNB.

Ce prix comprend :

- Répandage mécanique ;
- La fourniture de l'eau de compactage ;
- L'arrosage de l'assise ;
- Le réglage et le compactage de l'assise à 98% de l'OPM ;
- Essais d'identifications et de compacité ;
- Ainsi que toutes les sujétions d'exécution suivant les prescriptions des CPC.

Ce prix s'applique au mètre cube de la couche de base GNB mesurée après compactage à 98% de l'OPM.

Prix N°03-02 : Couche GNF1 :

Ce prix rémunère au **mètre cube** l'exécution de la couche de fondation en matériaux GNF1 de 30cm d'épaisseur. Il comprend :

- la fourniture, le transport, l'épandage mécanique à la niveleuse, arrosage, cylindrage jusqu'au refus et profilage.
- Le compactage et réglage de la surface.
- Les essais de compactage.
- Le surfacage de la couche.
- Les essais de contrôle de qualité du grave.
- La correction granulométrique éventuelle du grave, étalé ou non, après contrôle du laboratoire. Ainsi que toutes les sujétions résultantes des documents contractuels étalage, compactage et arrosage.

Prix n° 03 03 : Couche anti contaminant AC :

Ce prix rémunère **au mètre cube**, la fourniture et la mise en œuvre des matériaux pour couche anti-contaminant sur une épaisseur de 10 cm. Ces matériaux doivent respecter la règle de la contamination exprimée par la relation granulométrique suivante :

- d 15 des matériaux filtrants < 4,5 d 85 du sol de plateforme. Avec :
- d 15 tamis à travers lequel passe 15% des éléments.
- d 85 tamis à travers lequel passe 85%. Avec :
- D max inférieur au 1/3 de l'épaisseur de la couche.
- IP < 20

Il comprend toutes autres sujétions de malaxage d'arrosage et de mise en œuvre. Y compris toutes

Prix n°03-04 : Mise en œuvre de l'imprégnation

Ce prix est rémunéré au **mètre carré**, la mise en œuvre d'une couche d'imprégnation suivant les prescriptions du prix n° D, 3, 1 du fascicule n°2 du CPC et la note de la DR n° 215.30/96/08 du 05/11/2008.

Toutefois ce prix ne comprend pas la fourniture et le transport du liant. Ce prix comprend également le sablage de l'imprégnation par un grain de riz avec un dosage agréé par l'administration.

Prix n°03-05 : mise en œuvre de revêtement superficiel bicouche (gravillons 6/10 et 10/14)

En plus des prescriptions du prix n° D 3,5, f du fascicule n° 2 du CPC, Ce prix est rémunéré **au mètre carré** la mise en œuvre de revêtement superficiel bicouche. La fourniture, le transport et le stockage d'émulsion non comprise.

Prix n°03-06 : Fourniture de liant pour enduit imprégnation.

Ce prix rémunère à la tonne la fourniture, le transport et le stockage d'émulsion 55% pour imprégnation ainsi que toutes les sujétions résultantes des documents contractuels.

Prix n° 03-07 : Fourniture de bitume pour Revêtement Superficiel Bicouche

Ce prix rémunère à la tonne la fourniture, le transport et le stockage d'émulsion 65% pour enduit superficiel ainsi que toutes les sujétions résultantes des documents contractuels.

Prix n°03-08: Matériaux sélectionnés MS type 1 pour accotements

Ce prix rémunère au mètre cube, En plus des prescriptions du prix n° D 6, 1,2 du CPC, l'exécution d'une épaisseur de 15 cm selon les spécifications des MS type 1 mentionnées dans le présent CPS, et seront réalisés conformément aux largeurs mentionnées dans les plans visés "Bon pour Exécution ", tout en assurant le réglage de la pente à 4% et le compactage à 95% de l'OPM.

Prix N°03-09 : Dallage pour accotements :

Ce prix rémunère au mètre carré la construction du dallage en béton armé posé sur GNF1 dosé à 350Kg/m³ d'une maille de HA6mm avec espacement de 20x20cm, d'épaisseur de variant de 15cm à 20cm attenant sur la GNB selon les plans d'exécution ;

Prix N°03-10 : Couche en hérisson de 20 cm :

La plateforme qui recevra les hérissons doit être bien réglée et compacté.

Les hérissons en pierres sèches de 0,20m seront constitués par un blocage de pierres sèches posées à la main pointes en l'air puis damées énergiquement, les interstices seront comblés. Le blocage ainsi constitué sera ensuite arrosé y compris toutes sujétions de fourniture de confection et de mise en œuvre.

Ce prix s'applique au mètre cube.

Prix N°03-11 : Dalle de forme en béton armé de 0.15cm d'épaisseur pour la structure de chaussée :

Dalle de forme en béton armé légèrement armé dosé 350 Kg/m³ de 0.15m d'épaisseur soigneusement réglées y compris armature par quadrillage en aciers tors de diamètre 8 mm et espace 0,20m.

Ce prix s'applique au mètre carré.

IV/ Section Assainissement et protection

Prix n°04-01 : FOURNITURE, TRANSPORT ET POSE DE CANALISATIONS EN CAO TYPE ASSAINISSEMENT Buse D1000

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture la pose des buses en béton armés de diamètre 1000 mm type CAO 135A. Il comprend toutes sujétions de transport et de pose et de découpe éventuelle, y compris l'exécution des enrobages en béton B20 si la génératrice extérieure de la buse est calée à moins de 50cm de la plateforme roulable

Ce prix comprend également :

- L'exécution des déblais, le remblais primaire et secondaire des fouilles, la fourniture et mise en œuvre du lit de sable de 10 cm. Les remblais doivent répondre aux spécifications du CPC ;
- Ouverture de tranchée de toutes natures de terrain y compris le rocher ;
- Toutes sujétions de découpe de buse selon la longueur et le biais indiqués dans les plans visés « Bon pour exécution ».

Il s'applique au mètre linéaire posé dans la limite des longueurs définies par les dessins visés bon pour exécution.

Prix n°04-02 : FOURNITURE, TRANSPORT ET POSE DE CANALISATIONS EN CAO TYPE ASSAINISSEMENT Buse D800 Y compris les tetes d'ouvrages en béton

Ce prix rémunère au **mètre linéaire** y compris tête amont et sortie aval, conformément aux plans visés pour exécution. Il comprend :

- Ouverture de tranchée de toutes natures de terrain y compris le rocher ;
- Fourniture et la pose des buses Ø800 (type CAO) y compris joints conformément aux plans d'exécution ;
- Remblaiement des fouilles (Remblai primaire et remblai secondaire) et la mise en place d'un lit de sable de 10 cm d'épaisseur avec le béton de propreté et toutes sujétions ;
- Confection des têtes amont et sortie aval y compris les para-fouilles et les enrochements de ses protections conformément aux plans visés « Bon pour exécution » toutes sujétions.

Prix n° 04-03 : Béton B25 dosé à 350kg/m3

Ce prix rémunère au **mètre cube**, la fabrication et la mise en œuvre du béton B25 (pour béton armé en élévation ou en fondation) dosé à 350 Kg de ciment CPJ 45 par mètre cube.

Il comprend toutes les sujétions de fourniture de matériaux, vibration du béton ainsi que la fourniture et mise en place des échafaudages nécessaires et leur enlèvement.

Le coffrage est soigné sur les parements en élévation, il comprend toutes les sujétions de mise en place, de surfaces courbes ou inclinées, de coffrage perdu et d'échafaudage.

Ce prix compris la réalisation des joints du type «waterstop» en PVC, ou en caoutchouc naturel, ou en caoutchouc synthétique.

Il s'applique au mètre cube de béton en place, les quantités à prendre en compte étant calculées d'après leur volume en place pris en attachement dans la limite du volume théorique défini par les plans visés « bon pour exécution ».

Prix N° 04-04 : Béton B20 dosé à 300kg/m3 :

Ce prix rémunère au **mètre cube**, la fabrication et la mise en œuvre du béton B20 dosé à 300 Kg/m3 en fondation et en élévation et sur blocage.

Ce prix s'applique au mètre cube de béton exécutés. Il comprend la fourniture des matériaux, la mise en place du coffrage de type soigné, la mise en œuvre du béton, la vibration ainsi que toutes sujétions contractuelles. Et tous les essais nécessaires et la formulation du béton.

Prix N° 04-05 : Béton B15 dosé à 200kg /m3

Ce prix rémunère au **mètre cube**, la fabrication et la mise en œuvre du béton B15 dosé à 200 Kg/m3.

Ce prix s'applique au mètre cube de béton exécutés. Il comprend la fourniture des matériaux, la mise en place du coffrage de type soigné, la mise en œuvre du béton, la vibration ainsi que toutes sujétions contractuelles. Et tous les essais nécessaires et la formulation du béton.

Prix N° 04-06 : ACIER A HAUTE ADHERENCE

Ce prix rémunère **en kilogramme**, les aciers doux ou fort de type FE500, qui devront répondre aux conditions exigées dans les textes en vigueur et le ferrailage seront exécutés conformément aux plans de béton armé. L'entrepreneur devra tenir compte de la pose, la façon, la fourniture des aciers ainsi que les fers de montage, les fils de ligature et les cales au mortier de ciment (prévoir environ une cale par Kg d'acier en moyenne). Le poids des aciers pris en compte résulte du métré théorique selon les plans d'exécution établi par le bureau d'études.

Prix N° 04-07: Gabion

Ce prix rémunère au **mètre cube** de gabions exécuté suivant les prescriptions du prix n° C-4-7 du fascicule n° 2 du CPC tel que complété par les prescriptions du présent CPS.

Ce prix rémunère l'exécution des gabions, y compris les déblais de Fouilles, la fourniture et la mise en œuvre des treillis métalliques, fils de ligatures et des moellons de remplissage.

Il s'applique au mètre cube de gabion, les quantités à prendre en compte étant calculé d'après leur volume en place dans la limite du volume théorique défini par les dessins « Bon pour exécution ».

Prix N°04-08 : Ouverture des fossés :

Rémunère l'exécution ou curage de fossé naturel suivant les instructions de maître d'ouvrage et conformément aux détails des plans portant la mention « bon pour exécution », pour évacuation des eaux pluviales.

Ce Prix s'applique au **mètre linéaire** des travaux réalisés ».

Prix N°04-09 : construction des fossés bétonnés

Ce prix rémunère **au mètre linéaire** la réalisation des fossés bétonnés trapézoïdales en béton B3 dont les dimensions sont comme suit :

- Grande base : 1,50m ;
- Petite base : 0,50m ;
- Hauteur intérieure : 0,50m ;
- Epaisseur des parois du fossé : 0,15m.

Il comprend :

- Déblais pour fouilles en tout terrain pour préparer l'assise du fossé bétonné à réaliser ;
- Fourniture, transport et mise en œuvre de treillis soudé, espacement 20cm.
- Fourniture, transport et mise en œuvre du béton B3, y compris coffrage et toutes sujétions, pour la construction de fossés bétonnés.

Prix n° 04-10 : Maçonnerie pour Mur de soutènement :

Ce prix rémunère au **mètre cube** la construction d'un mur de soutènement en maçonnerie y compris rejointoiement et toutes sujétions. Les moellons ordinaires pour maçonnerie, seront durs, bien gisants, sans fils, dégagés de toutes gangues de terres propres et lavés si c'est nécessaire. Ils seront taillés et posés à bain de mortier dosé à 300 kg de ciment. Le rejointoiement sera réalisé à l'aide de mortier dosé à 400 kg de ciment, les joints étant bien remplis, serrés fortement et lisses.

Ce prix compris également les remblais compactés pour mur en maçonnerie définis dans les plans bons pour exécution, ainsi que la fourniture et pose du tuyau collecteur de Ø 200 en PVC de qui complète le dispositif de drainage, barbacanes, géotextile. Il comprend toutes sujétions de fourniture, façonnage et mise en place et toutes sujétions d'exécution.

ARTICLE 4.3 : Règlement des Travaux

Le règlement des travaux s'effectuera par l'application des prix unitaires du bordereau des prix aux quantités d'ouvrages réellement exécutées et régulièrement constatées.

L'entreprise doit fournir à ses frais au "Maître d'Ouvrage", un rapport photo en 2 exemplaires avant l'établissement de chaque attachement provisoire, illustrant toutes les phases de réalisation des prestations de chaque prix du bordereau des prix détail estimatif du présent marché, ainsi que toutes sujétions diverses.

ARTICLE 4.4 Révision des prix

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité et de, l'arrêté du chef de gouvernement n°3-302-15 du 27 novembre 2015 fixant les règles et conditions de révision des prix, les prix du présent marché sont révisibles par application des formules suivantes :

1) Révision des prix mise à part les prix n° 03-06 et 03-07 u BPDE

$$P = P_o * (0,15 + 0,85 * (TR4/TR4_o))$$

Dans laquelle :

P = prix révisé de la nature d'ouvrage considéré

P_o = prix initial du marché

TR4 et TR4_o = index global relatif aux travaux de renforcement ou de construction de chaussée avec enduit superficiel non compris fourniture de liants tel que défini dans l'arrêté du chef de gouvernement n°3-302-15 du 27 novembre 2015.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date limite de remise des offres.

Les valeurs à prendre en compte sont celles du mois de réalisation des prestations.

2) Révision du prix du n°03-06 du BPDE

ce prix sera révisé par la formule :

$$P = P_o * (0,15 + 0,70 * (Bs/Bs_o) + 0,05(E_m/E_{m_o}) + 0,1 (M_{tn}/M_{tn_o}))$$

P = montant hors taxe révisé de la prestation considérée

P_o = montant initial hors taxe de cette même prestation

M_{tn} et M_{tn_o} = index simple relatif à transport privé par route (base 100 janvier 81).

Bs et Bs_o = index simple relatif aux bitumes pur routier.

E_m et E_{m_o} = index simple relatif aux émulsifiant tel que défini dans l'arrêté du chef de gouvernement n°3-302-15 du 27 novembre 2015.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date de la séance d'ouverture des plis.

Les valeurs à prendre en compte pour la révision des prix sont celles du mois de réalisation des prestations.

3) Révision du prix du n°03-07 du BPDE

ce prix sera révisé par la formule :

$$P = P_o * (0,15 + 0,70 * (Bs/Bs_o) + 0,05(E_m/E_{m_o}) + 0,1 (M_{tn}/M_{tn_o}))$$

P = montant hors taxe révisé de la prestation considérée

P_o = montant initial hors taxe de cette même prestation

M_{tn} et M_{tn_o} = index simple relatif à transport privé par route (base 100 janvier 81) tel que défini dans l'arrêté du chef de gouvernement n°3-302-15 du 27 novembre 2015.

Bs et Bs_o = index simple relatif aux bitumes pur routier.

E_m et E_{m_o} = index simple relatif aux émulsifiant.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date de la séance d'ouverture des plis.

Les valeurs à prendre en compte pour la révision des prix sont celles du mois de réalisation des prestations.

CHAPITRE V : PRESCRIPTIONS - DIVERSES

ARTICLE 5.1 : Délai d'Exécution - Pénalité de Retard Délai d'Exécution

Le délai d'exécution global du présent marché est fixé à **10 (dix) Mois** à compter du lendemain du jour de notification de l'ordre de service prescrivant à l'Entrepreneur de commencer les travaux.

Pénalité de retard :

A défaut par le titulaire du marché d'avoir terminé les travaux dans le délai fixé ci-dessus, il lui sera appliqué, sans préjudice des mesures qui pourraient être prises par l'administration en application de l'article 65 du CCAG-T une pénalité de : 1/1000 du montant total du marché par jour calendaire de retard. Plafonné à 8% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants.

PENALITES PARTICULIERES :

En cas de retard dans la remise des plans de récolement, il sera appliqué les dispositions de l'article 66 du CCAGT, **une pénalité particulière de (un millième) 1‰ par jour de retard du montant du marché** éventuellement modifier ou compléter par les avenants intervenus, sans pour autant dépasser un plafond de 2 % (deux pour cent) du montant initial du marché.

Ces sommes seront défalquées de la retenue de garantie.

ARTICLE 5.2 : Cautionnement provisoire et définitif

Le montant du cautionnement provisoire est **fixé à cent cinquante Mille Dirhams (150 000,00 Dhs)**.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché. Cette caution doit être constituée dans un délai de 20 jours à compter de la date de notification de l'approbation du marché.

ARTICLE 5.3 : Nantissement

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015), étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la région Fès-Meknès ;
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par Le Trésorier régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 5- Le maître d'ouvrage remet sans frais et contre récépissé au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Les frais de timbre de l'exemplaire remis au titulaire du marché, ainsi que les frais du timbre de l'original conservé par l'administration sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 5.4 : Emplacements mis à la disposition de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur pourra disposer pour les installations de son chantier, le stationnement de son matériel et le dépôt provisoire des matériaux du domaine public constituant les emprises des routes classées à condition que les emplacements choisis ne présentent aucun danger ni gêne à la circulation. Ces emplacements seront remis en leur état initial dans le délai de 30 jours qui suivra la réception provisoire des travaux.

ARTICLE 5.5 : Désignation des carrières

Les matériaux pierreux entrant dans l'exécution des travaux proviendront soit des carrières existantes soit des carrières à ouvrir conformément à la circulaire conjointe du Ministre de l'Intérieur et le Ministre de l'Equipement n° 87 du 8 Juin 1994 relative à l'ouverture et l'exploitation des carrières.

L'Entrepreneur soumettra à l'agrément du maître d'ouvrage les carrières qu'il a choisies. Les propositions devront être accompagnées de toutes les justifications nécessaires relatives à la nature de la roche en place, à ses conditions d'exploitation et aux quantités de matériaux que peuvent fournir ces carrières.

L'Entrepreneur fera son affaire des démarches nécessaires pour l'obtention des autorisations d'exploitation des carrières. Les droits de carrières ou taxes d'extraction à acquitter seront à sa charge à raison des tarifs en vigueur.

En plus des dispositions prévues au CCAG-T la réception définitive sera approuvée jusqu'au moment où l'entrepreneur aura satisfait toutes les observations du Maître d'Ouvrage concernant la fermeture des carrières les emprunts, et la remise en état lieu.

ARTICLE 5.6 : Signalisation temporaire de chantier

Le prix de la signalisation temporaire est compris dans les prix unitaires cités ci avant.

L'Entrepreneur est tenu de mettre en place de jour comme de nuit une signalisation adéquate de chantier et d'appliquer les mesures de sécurité nécessaire au maintien de la pérennité et de la sécurité de la circulation.

Le délai d'installation de cette signalisation est de sept jours (07) à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux qui en aucun cas ne peuvent démarrés avant la mise en place de la signalisation et sa réception par l'administration.

L'entrepreneur est invité, avant démarrage des travaux, de faire réceptionner la pose des panneaux de signalisation temporaire du chantier (panneaux, gyrophares et cataphotes,...) conformément au schéma itinéraire de signalisation temporaire approuvé au mémoire technique et établi sur la base de la « Directive sur la signalisation temporaire des chantiers routiers » et la note circulaire n° 215.30/15/08 du 03 mars 2008 de la direction des routes. Ils doivent relater les différents cas des travaux qui seront exécutés.

Tout constat par le maître d'ouvrage de l'absence de la signalisation temporaire ou manquement à l'une des prescriptions prévues au schéma d'itinéraire des panneaux de signalisation temporaire de chantier, même pour un seul dispositif de signalisation, entraîne pour l'ensemble la non application du prix correspondant et l'application de la pénalité prévue ci –après (remplacement de panneaux).

Les panneaux doivent être neufs ou en bon état, lisses et résistants aux intempéries et devront être confectionnés par un fabricant ayant la qualification et de classification des entreprises du BTP.

Les finitions (teinte de fond, écritures ou autres indication) seront soumises et approuvées par le maître de l'ouvrage.

La signalisation doit faire de gardiennage de jour comme de nuit prévenir le risque de vol et de déplacement en temps venteux et pluvial. Tout panneau inexistant, défectueux ou ne répondant aux exigences du maître d'ouvrage, quelque ce soit la cause ayant entraîné cet état, doit être systématiquement remplacé.

Les gyrophares en nombre compatible avec les impératifs de la sécurité des usagers, doivent être installés dès la tombée de la nuit. Toute défectuosité de ces gyrophares doit être réparée rapidement pour éviter le risque

d'accident sur chantier. Le nombre des gyrophares doit être égal au mois à quatre (04), il pourrait être majoré selon les impératifs du chantier.

En cas de carence de l'entrepreneur dans la mise en place, l'entretien et le maintien de la signalisation temporaire du chantier routier dans un parfait état, le maître d'ouvrage ou son représentant sur simple constat consigné au cahier de chantier ou envoyé par fax, appliquera automatiquement une pénalité, détaillée ci-après, jusqu'à la levée de la non-conformité constatée également par un PV de constat de chantier.

L'intervention du maître d'ouvrage ne dégage pas pour autant la responsabilité de l'entrepreneur.

L'entreprise doit maintenir, à sa charge et sans aucune indemnité, la signalisation temporaire du chantier (y compris le gardiennage et l'entretien des dispositifs et des panneaux de la signalisation temporaire) même en cas dépassement des délais contractuels et pendant les périodes d'arrêts du chantier.

La signalisation temporaire du chantier est composée de trois postes :

✓ **Une signalisation globale du chantier composé de :**

- Deux (2) panneaux de **3x2** m portant les indications détaillées en **annexe 4**.
- Deux (2) panneaux de **2x1** m portant les indications détaillées en **annexe 5**.
- Un lot de panneaux de danger de type 900, de panneaux de déviation de type 940, de dispositifs temporaires de type 910 à 920, de panneaux d'indication de type 930.

Ces panneaux doivent être en qualité suffisante, de gamme normale et fixés sur support de 2,5 ml. Ils seront posés selon les indications du M.O et doivent être installés dans les zones de travaux fixes ou mobiles sur le chantier, conformément au schéma d'itinéraire des panneaux de signalisation temporaire de chantier.

- Des piquets (913) à poser le long des sections de la route qui présentent une différence de cote par rapport au niveau de la couche de roulement suite à des décaissements par le renforcement ou l'élargissement de la plateforme. Ces piquets doivent être posés les dix (10) mètres linéaire et déplacer à chaque fois que c'est nécessaire.
- Des lots de panneaux, de balises d'alignement (912), de piquets (913), de dispositifs coniques (914), de barrières (916) ou de séparateurs modulaires de voie (920), à mettre en place en qualité suffisante, au niveau de chaque atelier ou zone de travaux et à déplacer selon l'avancement de ces ateliers ou zones de travaux.

Ces panneaux ainsi que leurs supports doivent être à l'état neuf et doivent être réceptionnés par le maître d'ouvrage avant et après leur pose.

De même l'entrepreneur est tenu de mettre en place une signalisation nocturne constituée de feux jaunes, gyrophares, clignotants, flasheurs,....

Par ailleurs, l'entrepreneur est tenu d'assurer le gardiennage du dispositif de signalisation décrit ci-dessus jour et nuit.

Tous ces panneaux doivent être fixés sur des socles en béton de part et d'autre du chantier. Ces socles devront permettre aux panneaux de résister aux vents forts. La composition des écritures de ces panneaux sera remise par l'administration pour modèle à suivre par l'entreprise.

✓ **Le remplacement des panneaux :**

Dès constat par le maître d'ouvrage qu'un ou plusieurs panneaux qui ne sont propres ou en bonne état, détériorés ou endommagés,...quelque ce soit la cause conduisant à ce constat y compris les dommages causés par le personnel ou les engins de l'entreprise ; celui-ci est invité à leur remplacement y compris support éventuellement dans les 24 heures sous peine d'une pénalité de deux mille dirham (2.000 DH) par jour de calendrier de retard. Cette pénalité est déduite d'office dans les décomptes sur la base d'un PV établi par le maître d'ouvrage .

✓ **Règles générales de la pose ou la dépose des signaux :**

En règle générale, en dehors des détournements de circulation, la pose des panneaux doit se faire comme suit :

- ❖ S'il n'est pas possible de les implanter tous en même temps, les panneaux sont d'abord disposés à plat sur l'accotement ;
- ❖ Le premier panneau à découvrir doit être le signal de danger annonçant le chantier ou le danger ; il faut veiller à ce que chaque panneau soit visible et éviter qu'il soit placé juste après un virage ou un sommet de cote, dans une zone d'ombre, derrière de la végétation ou des équipements de la route. Puis les autres panneaux de la signalisation d'approche sont posés. Enfin, on met en place la signalisation de position et la signalisation de fin de prescription.

Dans le cas des déviations, il est nécessaire de commencer par la mise en place du jalonnement de l'itinéraire. La pré-signalisation est ensuite posée et enfin la signalisation de position.

Les panneaux doivent généralement être enlevés dans l'ordre inverse de la pose, dès que les panneaux cessent d'être utiles, afin d'assurer, à tous moments, la cohérence du dispositif en place.

Si certains dangers subsistent après l'achèvement des travaux, il convient de les signaler.

Si la signalisation permanente a été modifiée durant les travaux, il convient de la rétablir.

ARTICLE 5.7 : Sujétions diverses

1. Sujétions résultant du maintien des communications. Pendant l'exécution des travaux, la circulation routière au droit du chantier pourra être soumise aux restrictions ci-après :

IL ne sera procédé à des déviations provisoires que sur autorisation du maître d'ouvrage au droit des travaux afin de permettre l'exécution de ceux-ci dans de bonnes conditions. Ces déviations auront une longueur au plus égale à deux (2) km et seront bien entretenues régulièrement d'une manière bien soignée en ce qui concerne le nivellement, l'arrosage, la signalisation ...

2. Sujétions résultant de l'exécution simultanée de travaux étrangers à l'entreprise :

Les travaux visés à l'article 46 du paragraphe 1b du CCAG-T sont élargis à tous les travaux qui se réaliseront simultanément avec ceux du présent marché.

ARTICLE 5.8 : Déplacement des réseaux

Pour tous les réseaux, l'entreprise procédera à leur découverte en réalisant des tranchées par ses propres moyens et en présence des représentants des organismes concernés pour éviter les risques de détériorations de ces réseaux.

L'entrepreneur reste seul responsable en cas de détérioration ou dégâts causés à ces réseaux au moment de la réalisation des travaux et tout déplacement éventuel dudit réseau.

ARTICLE 5.9 : Recrutement et paiement des ouvriers

Les formalités et prescriptions de recrutement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions de l'article 23 du CCAG-T.

ARTICLE 5.10 : Mesures de sécurité et d'hygiène

Les mesures de sécurité et d'hygiène sont celles prévues dans le présent CPS. Les dispositions prévues à ce sujet à l'article 33 du CCAG-T doivent être strictement observées.

ARTICLE 5.11 : Approbation du marché

Le marché ne sera valable définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 5.12 : Sous traitance

Les conditions de sous – traitance sont régies par les dispositions de l'article 158 du décret n°2-12-349.

ARTICLE 5.13 : Représentation de l'entreprise

Par application de l'article 21 du CCAG-T, l'entrepreneur devra avant commencement des travaux, désigner nominativement la personne habilitée à signer les attachements, celle-ci devra résider sur le chantier.

Article 5 -14 : Domicile de l'entrepreneur

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par les documents contractuels, toutes les notifications lui seront valablement faite à l'adresse indiquée au présent marché.

Article 5 -15 : Délai de notification et de l'approbation du marché

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Les conditions de propagation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 153 du décret n° 2-12-349.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée, à sa demande, de son cautionnement provisoire, le cas échéant.

Article 5.16 : Documents à mettre à la disposition du titulaire

Pour mémoire (voir article 13 & 3, 4 et 5 du CCAG-T)

Les documents, autres que ceux contractuels, qui peuvent être remis au Titulaire sur sa demande pour l'accomplissement de son travail sont :

- Le projet d'exécution portant la mention « Bon pour exécution ».
- Le plan de la signalisation temporaire du chantier.

ARTICLE 5.17 : Réception provisoire

La réception provisoire sera prononcée conformément à l'article 73 du CCAG-T. Elle ne pourra être prononcée que si les travaux répondent aux conditions stipulées au marché. Elle prendra effet à partir de la date de l'achèvement réel des travaux dûment constatés par l'Administration.

Un procès-verbal de réception provisoire sera établi, mentionnant la date réelle de l'achèvement des travaux.

ARTICLE 5.18 : Retenue et délai de garantie

Une retenue de garantie à prélever sur les acomptes mensuels est de Dix pour cent (10%) du montant des travaux exécutés. Elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint Sept pour cent (7%) du montant initial du marché. La retenue de garantie pourra être remplacée par une caution bancaire.

Le délai de garantie est fixé à une année à compter de la date du procès-verbal de la réception provisoire.

ARTICLE 5.19 : Réception définitive

A l'expiration du délai de garantie il sera procédé à la réception définitive conformément à l'article 76 du CCAGT.

Un procès-verbal de réception définitive sera établi.

ARTICLE 5.20 : Résiliation

Dans le cas où l'Entrepreneur ferait preuve d'une activité insuffisante, ou en cas de la non-exécution des clauses du présent CPS, l'Administration le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai qui ne devra

pas être inférieur à 15 (quinze) jours. Passé ce délai, si la clause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié de plein droit et sans indemnités aucune et ce en application de l'article 69 du CCAGT.

ARTICLE 5.21 : Clauses traitées par le CCAG-T

Les clauses et prescriptions suivantes sont traitées au décret sur la passation des marchés et au CCAG-T et par conséquent ne sont pas reproduites au présent CPS :

L'assurance ;

L'enregistrement du marché ;

L'augmentation et la diminution dans la masse des travaux ;

Le changement dans les diverses natures d'ouvrages ; les litiges.

ARTICLE 5.22 : AVANCES EN MATIERE DES MARCHES PUBLICS

Conformément aux dispositions du Décret n°2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné.

Cette avance sera octroyée au titulaire dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux contre remise d'une caution bancaire du même montant mobilisable en tout temps, ne comportant aucune réserve et demeurant affectée aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et titulaires des marchés publics.

Le montant de l'avance n'est pas révisable quelle que soit la forme des prix du marché, il ne peut être modifié même à l'occasion d'avenants ayant pour effet d'augmenter ou de diminuer le montant du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué par déduction dès le premier décompte d'un montant égal à 15% du montant de chaque décompte, de manière que le remboursement de la totalité de l'avance soit opéré lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80% du montant du marché.

Si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement unique.

Le montant de du cautionnement de l'avance sur la part en monnaie étrangère convertible sera déterminé par l'utilisation du taux de change en vigueur le jour de sa constitution.

=====

**Travaux de Construction de la piste reliant la route non classée de Beni Oulid et la RP
5314 via Douars Mzab, Ain Hamra et El Kelaa.
Marché N°/2018**

N° du Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix Unitaires en Dhs Hors TVA	Prix Total
				(en chiffres)	(en chiffres)
Série 01 : Installation du chantier et travaux divers					
01_01	Installation de chantier	Ft	1		
	Le forfait				
01_02	Piquetage et travaux topographiques	Km	6,5		
	Kilomètre				
01_03	Déplacement des poteaux électriques	U	12		
	Unité.....				
01_04	Travaux de protection des réseaux existants	Ft	1		
	Le forfait				
01_05	Travaux de reconstruction et de mise à la cote des regards existants par rapport à la chaussée	U	5		
	Unité.....				
01_06	Déplacement des murs de cloture en fil barbelé	Ft	1		
	Le forfait				
01_07	Travaux de reconstruction de Séguia	ML	200		
	le mètre linéaire.....				
01_08	Travaux de démolition des ouvrages de toutes nature	M3	30		
	le mètre cube.....				
01_09	Travaux de démolition et reconstruction de borne fontaine y compris équipements et raccords	FT	1		
	Le forfait				
SERIE 02: TERRASSEMENT					
02_01	Déblais de toutes natures	M3	32 000,00		
	Le mètre cube.....				
02_02	Remblais selectionnées	M3	14 000,00		
	Le mètre cube.....				

SERIE 03: CHAUSSEE					
03_01	Couche GNB	M3	3380		
	Le mètre cube.....				
03_02	Couche GNF1	M3	8175		
	Le mètre cube.....				
03_03	Couche anti contaminant AC	M3	1825		
	Le mètre cube.....				
03_04	Mise en œuvre de l'imprégnation	M2	19300		
	Le mètre carré.....				
03_05	Mise en œuvre de revêtement superficiel bicouche (gravillons 6/10 et 10/14)	M2	19300		
	Le mètre carré.....				
03_06	Fourniture de liant pour enduit d'imprégnation	T	29,00		
	Tonnes.....				
03_07	Fourniture de bitume pour revêtement superficiel bicouche	T	48,00		
	Tonnes.....				
03_08	Matériaux sélectionnés MS type1 pour accotements	M3	1 000,00		
	Le mètre cube.....				
03_09	Dallage pour accotements	M2	2 000,00		
	Le mètre carré.....				
03_10	Couche en hérisson de 20cm	M3	1 600,00		
	Le mètre cube.....				
03_11	Dalle de forme en béton armé de 0,15cm d'épaisseur pour la structure de chaussée	M2	8 023,00		
	Le mètre carré.....				
SERIE 04: ASSAINISSEMENT ET PROTECTION					
04_01	FOURNITURE, TRANSPORT ET POSE DE CANALISATIONS EN CAO TYPE ASSAINISSEMENT Buse D1000	ML	166,00		
	Le mètre lineaire				
04_02	FOURNITURE, TRANSPORT ET POSE DE CANALISATIONS EN CAO TYPE ASSAINISSEMENT Buse D800 Y compris les tetes d'ouvrages en béton	ML	160,00		
	Le mètre lineaire				
04_03	BETON B25 dosé à 350 Kg/m3	M3	305,00		
	Le mètre cube				
04_04	BETON B20 dosé à 300 Kg/m3	M3	150,00		
	Le mètre cube				
04_05	BETON B15 dosé à 200 Kg/m3	M3	70,00		
	Le mètre cube				
04_06	ACIER A HAUTE ADHERENCE	KG	21 250,00		
	Le kilogramme				

04_07	Gabions	M3	350,00		
	Le mètre cube				
04_08	ouverture des fossés	ML	4 000,00		
	Le mètre linéaire				
04_09	Construction des fossés bétonnées	ML	2 699,00		
	Le mètre linéaire				
04_10	Maçonnerie pour mur de soutènement	M3	650,00		
	Le mètre cube				
Total Hors TVA					
Taux TVA (20%)					
Total TTC					

Fait àle
(Signature et cachet du concurrent)

ANNEXE 1

ATELIER POUR TRAVAUX DE

Quantité à traiter:

Durée de la tâche :..... (Mois ou jours ouvrés)

Rendement de l'atelier : Horaire :..... (Unité/heure)

Journalier :..... (Unité/jour)

Date d'amener sur le chantier

Date de repli.....

Construction du poste de travail :

- Nombre d'heures par poste :.....
- Nombre de poste par jour :.....
- Nombre de jours ouvrés par mois :.....

NOMBRE D'ATELIER AFFECTES A LA TACHE :

Qu.	Composition de l'atelier	Rendement unitaire	
		Unité	Val.
	<u>Matériel</u>		
1	- Bulldozer CAT D 10 N 520 HP pour ripage.....	m ³ /Hr	500
1	- Bulldozer CAT D9 370 HP pour accumulation.....	m ³ /Hr	500
2	- Chargeuse sur pneus CAT 988 5,6m ³	m ³ /Hr	276
0.25	- Pelle Fiat Hitachi FH 300 avec démolisseur.....	m ³ /Hr	25
8	- Dumper ton. 35.....	m ³ /Hr	62.5
	<u>Personnel</u>		
0.25	- Chef de l'équipe.....		
12.25	- Conducteur d'engin.....		
1	- Ouvrier spécialiste.....		
1	- Aide ouvrier		
2	- Manœuvre.....		

(Une fiche de ce type doit être produite pour chaque tâche figurant au programme de travaux).

NB : Les mentions et valeurs inscrites dans le tableau sont données à titre de modèle.

ANNEXE 2

LISTE RECAPITULATIVE DU MATERIEL A UTILISER

Désignation du matériel avec indication du type	Nombre	Rendement par heure/jour	Age Année	Etat (1)	Lieu de travail actuel	Disponibilité (2)

(1) Neuf, rénové, usagé, très usagé.
(2) Indiquer la date à laquelle le matériel sera disponible.

**ANNEXE3
MODEL(h)**

MODELE DU SOUS-DETAIL DES PRIX

N°des prix	Quantités	Montant des matériaux et fourniture	Main d'ouvre	Frais de fonctionnement du matériel (consommable et et entretien)	Frais généraux (y compris amortissement du matériel le cas échéant)	Taxes	Marges	Total (1)
1	2	3	4	5	6	7	8	1+2+8=9


(1) Le montant figurant dans cette colonne doit correspondre au prix unitaire ou forfaitaire considéré

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

ANNEXE 4

Panneau de chantier de dimension 4mx2m

Royaume du Maroc		المملكة المغربية
Ministère de l'Intérieur		وزارة الداخلية
Région Fès - Meknès	جهة فاس مكناس	جهة فاس - مكناس
Maître d'Ouvrage : Région Fès – Meknès		صاحب المشروع : جهة فاس - مكناس
Supervision des travaux : - Agence Régionale d'Exécution des Projets		الإشراف على الأشغال : - الوكالة الجهوية لتنفيذ المشاريع
أشغال		
TRAVAUX DE		
Marché N° :/2018	صفقة رقم :
Délai d'exécution : أشهر	مدة الإنجاز :
Coût du projet (en DH) :		كلفة المشروع (درهم) :
Entreprise d'exécution :		المقاولة المكلفة بإنجاز الأشغال :
Bureau d'études et assistance techniques :		مكتب الدراسات والمساعدة التقنية :
Laboratoire:		المختبر:

ANNEXE 5

Panneaux de début de chantier de dimension 2m X 1m



نعتذر لكم عن الإزعاج الناتج عن هذه الأشغال

Nous nous excusons de la gêne occasionnée par les travaux

Panneaux de début de chantier de dimension 2m X 1m



شكرا على تفهمكم

Merci de votre compréhension

=====

**Travaux de construction de la piste reliant la route non classée de Beni Oulid et la RP
5314 via Douars Mzab, Ain Hamra et El Kelaa, commune de Beni Oulid, Province de
Taounate**


=====

Marché N°/2018

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en séance publique, en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Montant T.T.C (en chiffres) :

Montant T.T.C (en lettres) :

<p>Dressé par :</p> <p align="center">GZOULI INGENIEUR CONSEIL SARL Comp.Irfan Jamaï, Etg 3 N°36 Tanger Gsm : 06 71 04 76 45</p> <p>A le : 12 NOV 2018</p>	<p>Vérifié par :</p> <p align="center">Agence Régionale d'Exécution des Projets de la Région Fès-Meknès Chef de service des Etudes Infrastructures Mohammed IDRISSE OUDRHIRI</p> <p>A le : 12 NOV 2018</p>
<p>Lu et accepté par l'entrepreneur :</p> <p>A le</p>	<p>Présenté par :</p> <p align="center">  Pour le Président et P.O Directeur Général des Services Abderrazzak MOUMNI </p> <p>A le : 12 NOV 2018</p>
<p align="center">Visé par:</p> <p>A FES, le :</p>	<p align="center">Approuvé par :</p> <p>A FES, le :</p>